

Facteurs déterminants de la dette publique au Bénin

Determining factors of public debt in Benin

Worou Fernand AKIYO, (Doctorant)

*Faculté des Sciences Economique et de Gestion
 Centre de Recherche en Economie (CRE)
 Université d'Abomey Calavi (UAC), Bénin*

Tanguy Ahodègnon GBAGUIDI, (Enseignant chercheur)

*Faculté des Sciences Economique et de Gestion
 Laboratoire de Recherche en Economie et en Gestion (LAREG)
 Université de Parakou, Bénin*

Adresse de correspondance :	Université d'Abomey-Calavi Faculté des Sciences Economique et de Gestion Campus Universitaire de Cotonou-Gbgamey 01 BP 1287 Cotonou, Bénin Téléphone : +229 973 210 02
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	AKIYO, W. F., & GBAGUIDI, T. A. (2023). Facteurs déterminants de la dette publique au Bénin. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(6-2), 447-466. https://doi.org/10.5281/zenodo.10420675
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: November 20, 2023

Accepted: December 20, 2023

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 4, Issue 6-2 (2023)

Facteurs déterminants de la dette publique au Bénin

Résumé

L'objectif principal de cette recherche est d'identifier les facteurs déterminants du niveau de la dette publique du Bénin. Les décennies avant les années 80 ont été marquées par le succès de modèles de croissance nationale reposant sur une stratégie d'ouverture au commerce international, alliant la stimulation des exportations avec l'utilisation de financements externes. Cette étude a examiné les problématiques liées à l'endettement, mettant particulièrement l'accent sur les facteurs explicatifs du niveau d'endettement public. L'analyse empirique des déterminants de l'endettement public au Bénin effectuée à l'aide d'un modèle à correction d'erreur indique que : Les variables telles que le service de la dette par rapport aux exportations, les importations par rapport au PIB et la pression démographique sont pertinentes dans l'explication du niveau d'endettement et ont un impact positif sur la dette publique du Bénin à long terme. Les variables : ouverture commerciale et taux de croissance du PIB sont aussi pertinents dans l'explication du niveau d'endettement et impactent négativement la dette publique à long terme. À court terme, le service de la dette par rapport aux exportations, la fuite des capitaux et la croissance démographique augmentent le taux d'endettement du Bénin alors que l'ouverture commerciale l'améliore. L'examen des résultats a conduit à l'élaboration de recommandations pour les cadres d'actions et les stratégies, notamment l'amélioration de la compétitivité de l'économie béninoise, le cadre adéquat pour stimuler la croissance économique, l'allègement du service de la dette, la maîtrise de la croissance démographique et la maîtrise des dépenses en direction de biens importés.

Mots clés : Déterminants, endettement public, investissement public, croissance économique, service de la dette.

JEL Classification : C32, E44, H63 H68 H81

Type du papier : Recherche empirique

Abstract

The main objective of this research is to identify the determining factors of Benin's public debt level. The decades before the 1980s were marked by the success of national growth models based on a strategy of openness to international trade, combining export stimulation with the use of external financing. This study examined issues related to indebtedness, with a particular focus on explanatory factors for the level of public debt. The empirical analysis of the determinants of public debt in Benin, using an error correction model, indicates that : Variables such as debt service as a percentage of exports, imports as a percentage of GDP, and demographic pressure are relevant in explaining the level of indebtedness and have a positive impact on Benin's public debt in the long term. Variables such as trade openness and GDP growth rate are also relevant in explaining the level of indebtedness, but they have a negative impact on public debt in the long term. In the short term, debt service as a percentage of exports, capital flight, and demographic growth increases Benin's debt ratio, while trade openness improves it. The examination of the results led to the development of recommendations for action frameworks and strategies, including improving the competitiveness of the Beninese economy, creating an adequate framework to stimulate economic growth, easing debt service, controlling demographic growth, and managing expenses towards imported goods.

Keywords: Determinants, public debt, public investment, economic growth, debt service.

Classification JEL : C32, E44, H63 H68 H81

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

Cet article vise à identifier les déterminants de l'endettement public au Bénin. La dette publique, en constante augmentation depuis le premier choc pétrolier de 1973, suscite une remise en question des instruments et des méthodes de gestion de l'endettement public à l'échelle mondiale. Elle constitue un enjeu majeur pour de nombreux pays en développement, marquant souvent le chemin entre croissance économique et défis financiers. Effectivement, selon Krugman (1988), le fardeau insoutenable de la dette peut entraver le développement des pays endettés. Pour la plupart des pays en développement, le remboursement de la dette devient une tâche pratiquement impossible, constituant même un obstacle à la performance économique (Sachs, 1989).

Les économies des pays en développement, après une décennie soixante-dix caractérisée par une gestion économique prudente et rigoureuse, ont connu une crise sévère dans les années quatre-vingt, marquée par des chocs majeurs tels qu'un faible taux de croissance, une accumulation d'importants arriérés et un déficit budgétaire insoutenable. Le Bénin, en tant que cas d'étude, n'échappe pas à cette dynamique, et la compréhension des facteurs déterminants de sa dette publique revêt une importance cruciale. En effet, au cours des années 1970, le pays a mis en place une politique d'endettement, tant intérieur qu'extérieur, qui a eu des répercussions négatives sur ses finances publiques et sa croissance économique à long terme. Entre 1996 et 2022, le service annuel de la dette extérieure du pays a augmenté de 20,21 milliards à 382,4 milliards de francs CFA, tandis que le stock de la dette est passé de 705,65 milliards à 5866,80 milliards de francs CFA (CAA, 2023). En conséquence, le ratio de l'encours de la dette par rapport au PIB a augmenté de 21,72% à 54,05% au cours de cette période. La dette extérieure du Bénin qui a atteint un bas niveau de 264,4 milliards en 2006 est en nette augmentation depuis 2008 pour atteindre un montant de 638,89 milliards en 2012 voire 3863.2 milliard en 2022 (CAA, 2023). L'observation de la croissance de la dette publique par rapport au PIB soulève des questions concernant les limites de ce processus et ses conséquences sur la stabilité macroéconomique. En effet, quand un État s'endette, il promet implicitement qu'il génèrera des surplus futurs pour rembourser cette dette. Lorsque celui-ci pratique des déficits budgétaires chroniques, les agents privés deviennent sceptiques sur la capacité du gouvernement à faire face à sa contrainte budgétaire inter-temporelle. Cette situation peut entraîner une hausse des taux d'intérêt, avoir des conséquences sur l'épargne et l'investissement, sur les finances publiques et la croissance économique. Calvo (1999) a démontré que l'augmentation de la dette et du service de la dette nuit à l'investissement en créant un effet d'éviction, ce qui a pour conséquence de pénaliser la croissance réelle. Par conséquent, bien que l'endettement du Bénin puisse être une source de financement bénéfique pour son économie, il est crucial que le fardeau de cette dette n'entraîne pas une déstabilisation économique et sociale, ce qui serait contraire à l'objectif recherché.

S'il est accepté que la recherche d'une solution appropriée à la question de l'endettement passe nécessairement par la connaissance des facteurs qui l'influencent et le sens de leurs interrelations, il serait intéressant de s'interroger sur les déterminants de l'endettement public au Bénin.

2. Évolution de la dette publique au Bénin

Depuis 1988, la communauté internationale, à travers le Club de Paris, a initié un processus global d'allègement de la dette des pays pauvres, tout en refusant tout retraitement de la dette multilatérale. L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, lancée fin 1996, a étendu le processus de réduction de dette aux Institutions de Bretton Woods (IBW). La plupart des partenaires bilatéraux ont décidé d'aller plus loin en annulant la quasi-totalité du reste de leurs

créances sur les pays atteignant le point d'achèvement de l'Initiative PPTE. Cela a permis de financer des dépenses de lutte contre la pauvreté, bien que la communauté internationale ait jugé son soutien aux pays à faible revenu (PFR) insuffisant. Un allègement supplémentaire a été accordé en 2005 aux pays arrivant au terme de l'initiative PPTE par trois des principaux créanciers multilatéraux : le Fonds Monétaire International (FMI), l'Association Internationale de Développement (IDA) et le Fonds Africain de Développement (FAD), dans le cadre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM). Cet allègement représentait en moyenne 70% du stock de la dette des pays post-PPTE. Suite à ces annulations, le service de la dette de ces pays s'est considérablement réduit, ouvrant des perspectives en termes de réendettement. Cependant, le risque d'un nouveau cycle d'endettement conduisant à une nouvelle crise préoccupe les acteurs du développement, notamment la communauté des bailleurs internationaux. C'est dans ce contexte qu'il est essentiel d'analyser la viabilité et la soutenabilité de la dette pour contrôler le processus de réendettement, après une analyse de l'évolution du niveau et de la structure de la dette du Bénin.

2.1. Structure et évolution de la dette publique du Bénin

La dette publique du Bénin se décompose en dette publique intérieure et en dette publique extérieure. Cette dernière étant plus importante de par son montant et son caractère incontournable pour le financement du développement.

2.1.1. Dette publique intérieure

La dette intérieure publique est constituée par des emprunts ou des obligations émises par l'État ou de ses entités dépendantes auprès des agents économiques ordinaires nationaux (particuliers, entreprises et système bancaire). Sont aussi inclus, les arriérés de traitement des fonctionnaires et les créances sur l'État des fournisseurs locaux. Par ailleurs, l'État a effectué des prélèvements de fonds sur la trésorerie de quelques entreprises sous forme d'avances sans convention avec le Trésor Public.

La dette auprès du système bancaire, avant 2002, provient principalement de l'utilisation du découvert autorisé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vertu des dispositions de l'article 16 des statuts de l'Institut d'Émission. Elle comprend également les concours du Fonds Monétaire International (FMI) au Bénin.

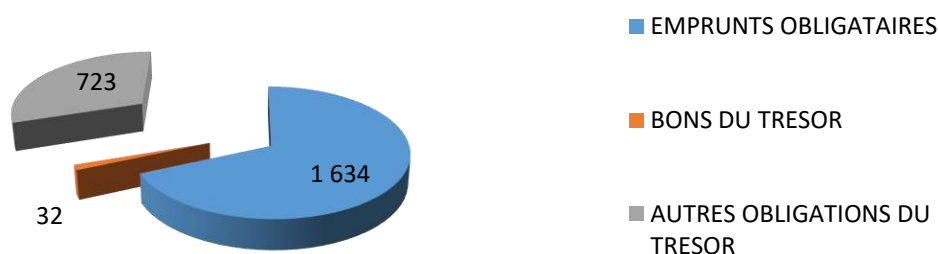
Les arriérés de paiement, les avances reçues des sociétés d'État, le découvert accordé par la BCEAO et les concours du FMI composent ce qu'on peut appeler la dette intérieure directe. Elle est qualifiée de directe parce qu'elle naît au cours ou à l'occasion de l'exécution du Budget Général de l'État et se trouve de ce fait, directement imputable au Trésor public. En parallèle, il y a la dette intérieure indirecte qui résulte des engagements antérieurement pris par des personnalités ou entités juridiques publiques distinctes de l'État, mais non dénouées par elles dans le délai contractuel. Dès lors qu'il s'agit de démembrements de l'État, lesdits engagements sont considérés comme pouvant être transférés au Trésor public. Il en est ainsi des concours exceptionnels accordés aux anciennes banques d'État, du remboursement des certificats du Fonds National d'Investissements (FNI), du passif résiduel des entreprises publiques dissoutes et liquidées.

Les arriérés de l'État sont nés et se sont accumulés au début des années 80 du fait des difficultés de trésorerie. À cette cause principale s'ajoute d'autres motifs secondaires à savoir : les dépenses effectuées en dépassement ou en indisponibilité de crédits budgétaires, le retard dans la prise et dans l'exploitation des actes administratifs des fonctionnaires, la lourdeur et la lenteur administratives en ce qui concerne la signature et l'exécution des marchés de fournitures et de travaux.

Les statistiques en matière de dette intérieure publique ne sont que rarement disponibles jusqu'à un passé récent (2003) en raison de leur caractère le plus souvent de court terme.

La structure de la dette intérieure publique à fin décembre 2022 est représentée par le graphique n°1. La dette intérieure publique est composée des créances sur l'État titrisées, les emprunts obligataires CAA, les emprunts obligataires du Trésor public, des dettes relatives aux remboursements des certificats du Fonds National d'Investissements (FNI) et des arriérés salariaux titrisés. Elle a connu une croissance très rapide à partir de 2007 alors qu'elle était relativement stable et en baisse de 2003 à 2006. Elle est passée de 2,1 milliards de FCFA en 2006 à 243,9 milliards de FCFA en 2007 ; 298,4 en 2008 et à 369,4 milliards de FCFA en 2009. L'encours de ladite dette à continuer sa progressive jusqu'à atteindre 2 388,5 milliards de francs à fin 2022. Cette évolution rapide de la dette intérieure sur ces deux dernières décennies est en liaison avec le recours, devenu de plus en plus fréquent, de l'État au marché financier régional par l'émission de bons de Trésor et d'emprunts obligataires, conformément à la politique d'endettement.

Graphique n° 1: Structure de la dette intérieure à fin décembre 2022



Source : Réalisée à base des données de la CAA (2023)

2.1.2. Dette publique extérieure

La dette publique extérieure du Bénin est composée essentiellement de la dette bilatérale et de la dette multilatérale (voir graphique n° 2).

Il est important de souligner que, de manière générale, la majeure partie de la dette des pays pauvres très endettés est bilatérale, avec 56% de créances bilatérales, 28% de créances multilatérales et 16% de créances privées. Cependant, la situation est différente pour le Bénin, car sa dette devient de plus en plus multilatérale que bilatérale depuis les années quatre-vingt-dix. En effet, le poids de la dette multilatérale dans la dette extérieure du Bénin dépasse les 50% depuis cette période.

Au 31 décembre 2022, la dette bilatérale du Bénin ne représente que 15,54%, tandis que la dette multilatérale atteint 84,46%, en excluant la mobilisation des eurobonds. Cette prédominance de la dette multilatérale au Bénin s'explique par le recours aux prêts concessionnels privilégiés par le pays depuis les réformes économiques et la restructuration de la dette. Ces mesures exigent que les dettes contractées par le Bénin après 1989 aient des durées de maturité d'au moins quinze (15) ans, et même dans ce cas, le Bénin n'accepte un tel prêt que si le taux est concessionnel.

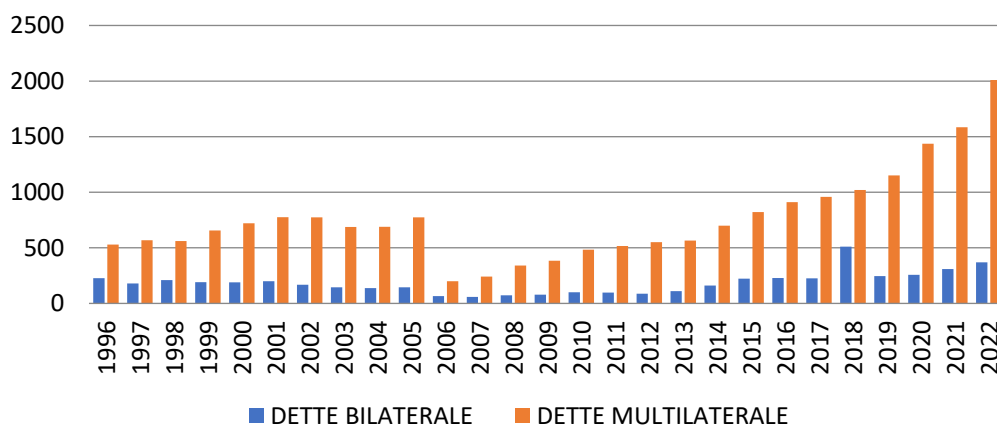
Au 31 décembre 2022, la dette due aux créanciers institutionnels multilatéraux du Bénin totalise un montant de 2 009,2 milliards de FCFA. Les principaux bailleurs dans cette catégorie incluent la Banque Européenne d'Investissement (BEI), l'Association Internationale pour le Développement (AID), le Fonds International pour le Développement en Afrique (BADEA), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la Banque Islamique pour le Développement (BID), le Fonds Monétaire International (FMI), l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et le groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), entre autres. À la même date, la dette bilatérale est de 369,7 milliards de FCFA et les principaux

bailleurs bilatéraux sont : la Chine, l'Inde, Koweït, Arabie Saoudite, Russie, Agence Française de Développement (AFD), etc...

Le portefeuille de la dette bilatérale du Bénin se caractérise par une diversification notable, en raison de la diplomatie active mise en œuvre dans la coopération avec le reste du monde. La Chine occupe la première place parmi les partenaires de financement de l'économie béninoise, représentant plus de la moitié de l'encours de la dette bilatérale au 31 décembre 2022.

Concernant la dette multilatérale, au 31 décembre 1986, l'Association Internationale pour le Développement (AID) avait déjà accordé 26 prêts à l'économie béninoise pour un engagement total de 79 milliards de FCFA. Durant cette période, 57 milliards avaient déjà été décaissés, et l'AID enregistrait un encours de 55,4 milliards de FCFA sur le Bénin. Ensuite, le Fonds Africain de Développement (FAD) fait son apparition et accorde des prêts aux mêmes conditions que l'AID. À partir de 1989, nous observons une explosion de la dette, expliquée d'une part par l'accès du Bénin au financement international (après la signature du premier Programme d'Ajustement Structurel - PAS), et d'autre part par l'octroi de prêts à des taux concessionnels par les organismes multilatéraux.

Graphique n°2 : Structure de la dette extérieure du Bénin de 1996 à 2022 en milliards de francs CFA



Source : Réalisé à base des données de la CAA (2023)

2.1.3. Analyse de l'évolution comparée du rapport Encours de la Dette/PIB et du taux de croissance du PIB de 1996 à 2022

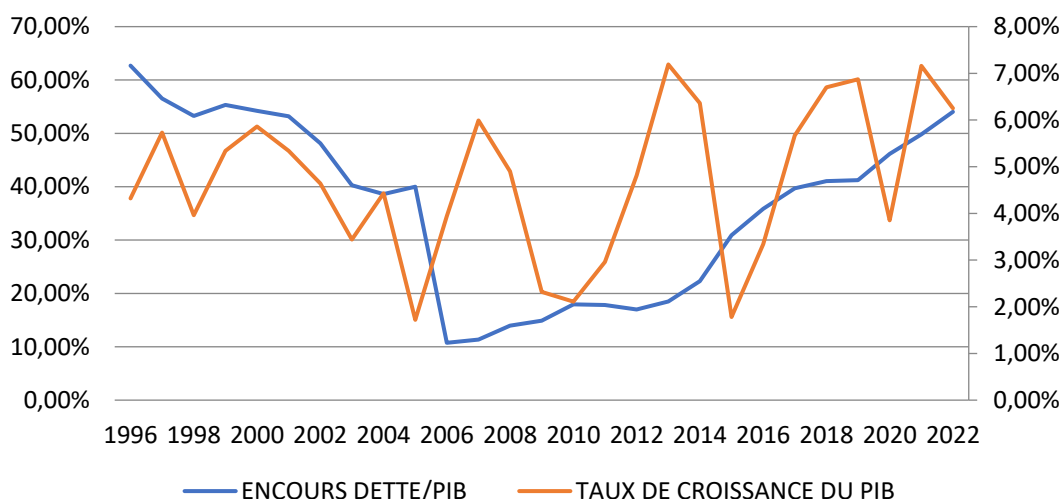
L'évolution générale de l'encours de la dette en pourcentage du PIB, illustrée dans le graphique n°3, révèle une contraction au lendemain des années 1996, avant une envolée de ce ratio à partir des années 2007, sous l'effet de la crise de 2008 et la mobilisation accrue des titres publics (Bons et obligations du Trésor). Ce ratio franchit la barre des 50% à partir de 2021.

Le ratio encours dette/PIB, un indicateur crucial dans l'analyse de la dette, n'est pas très stable à partir de la dévaluation de 1994. Il atteint un taux de 70,83%, dépassant le maximum des 70% retenu dans le pacte de convergence de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), avant de redescendre jusqu'en 2006. Durant la même période, le Bénin connaît une croissance relativement faible. Ainsi, la tendance à la hausse du ratio encours de la dette/PIB peut s'expliquer également par le fait que le facteur exogène de la dévaluation a fortement affecté l'encours, qui a presque doublé, tandis que le PIB, déterminé en monnaie nationale, a connu une autre évolution.

De 1996 à 2006, nous avons assisté à une évolution à la baisse du ratio qui a atteint son niveau le plus bas (10,3%) en 2006. Cette évolution est le fruit de divers allègements de dette obtenus dans le cadre de l'initiative PPTE et de l'IADM. Il faut aussi reconnaître qu'au cours de la même période, le Bénin a connu une croissance moyennement élevée (une moyenne de 4,54% par an).

Depuis 2008, le ratio de la dette a cru jusqu'à atteindre 54,05% en 2022. Il y a une reprise de la croissance en 2010 après une faible croissance due à la crise financière internationale de 2008. Cette croissance a connu de chutes en 2015 et en 2020 dues respectivement aux élections présidentielles de 2016 et la crise sanitaire de Covid 19.

Graphique n°3 : Evolution du ratio Encours Dette/PIB et du taux de croissance du PIB



Source : Réalisé à base des données de la BCEAO et de la CAA (2023)

2.2. Analyse de la soutenabilité et viabilité de la dette publique au Bénin

Le FMI (2002) définit une dette soutenable comme étant « une situation dans laquelle un emprunteur sera capable de continuer à honorer le service de sa dette sans être amené à corriger de manière irréaliste l'équilibre de ses revenus et dépenses »

La plupart des travaux des institutions internationales privilégient le déficit de la balance des paiements comme cause principale de l'endettement. Ceci conduit à mettre l'accent sur la soutenabilité de l'endettement extérieur. Néanmoins, la capacité de gérer convenablement la dette extérieure reste tributaire d'un côté de la crédibilité du pays, qui est fonction de l'évolution du taux d'endettement, et d'un autre côté de sa solvabilité qui dépend de l'évolution des rapports du service de la dette aux exportations de biens et services.

Comme la vulnérabilité d'un pays augmente en fonction de sa dette extérieure, on juge prudent de chercher à limiter le fardeau de cette dette. La méthode typiquement utilisée pour le calcul de la viabilité de la dette consiste à choisir un horizon temporel sur lequel on peut projeter les variables macroéconomiques du pays débiteur. Ces projections, couplées aux estimations de la valeur future des variables exogènes, servent ensuite à établir les comptes de la balance des paiements du pays. Pour que la dette extérieure puisse être jugée viable, les scénarii doivent satisfaire à deux conditions : premièrement, pendant la période de projection, l'équilibre de la balance des paiements doit être atteint sans l'aide de financements exceptionnels ; deuxièmement, le niveau d'endettement en fin de période doit être assez faible pour rendre peu probable tout problème éventuel de service de la dette. Ainsi, ni les taux d'intérêt ni le taux de croissance de la dette extérieure ne devraient dépasser d'une manière persistante le taux de croissance des exportations ou du revenu.

L'évaluation de la seconde condition de la soutenabilité de la dette exige habituellement de recourir à certains indicateurs du fardeau de la dette. Selon la méthode classique, le fardeau de la dette est assimilé au rapport entre l'encours de la dette et un paramètre des ressources disponibles par exemple, les exportations de biens et services ou le PIB (ou le PNB). Toutefois, de tels paramètres ne tiennent pas compte de l'impact de l'allègement de la dette ni d'une baisse

des taux d'intérêt sur le coût du service de la dette. La valeur actuelle des obligations futures au titre du service de la dette devrait en théorie être comparée à la valeur actuelle des recettes futures d'exportation.

Les ratios d'usage pour analyser la soutenabilité de la dette comprennent cinq indicateurs. En pratique, trois ratios sont essentiels pour évaluer la soutenabilité de la dette d'un pays. Ces trois sont généralement utilisés comme suit :

- Ratio du service de la dette sur les exportations : mesure l'impact des obligations au titre du service de la dette sur les flux de trésorerie en devises, en exprimant les paiements prévus au titre du service de la dette par rapport à la valeur des exportations de biens et services.
- Ratio des paiements d'intérêts sur les exportations : évalue le coût actuel de l'encours de la dette en exprimant les paiements d'intérêts prévus (ou réels) par rapport à la valeur des exportations de biens et services.
- Ratio de l'encours total de la dette sur le PIB : reflète la soutenabilité à long terme du fardeau de la dette en exprimant l'encours total de la dette par rapport au PIB (ou à la valeur des exportations de biens et services).

Ces ratios sont utilisés dans le Cadre de Viabilité de la Dette (CVD), qui fixe des seuils pour évaluer la soutenabilité de la dette. En général, les ratios de la valeur actualisée nette (VAN) du service de la dette totale sur le PIB et sur la valeur totale des exportations sont des indicateurs clés pour évaluer la capacité potentielle d'un pays à assurer le service de sa dette, en tenant compte de la variation des conditions de crédit.

Tableau n° 1 : Seuils d'endettement par les différentes catégories de pays selon le CPIA.

	VAN du stock de dette en%			Service de la dette en %	
	Exportations	PIB	Recettes fiscales	Exportations	Recettes fiscales
Faible qualité CPIA < 3,25	100	30	200	15	25
Qualité moyenne 3,25 < CPIA < 3,75	150	40	250	20	30
Forte qualité CPIA > 3,75	200	50	300	25	35

Source : CVD. FMI/Banque mondiale (2005)

Le Bénin est classé à risque moyen ou modéré, sa dette extérieure est viable lorsque la Valeur Actualisée Nette (VAN) de la dette est inférieure à 150% des exportations de biens et services, 40% du PIB et à 250% des recettes budgétaires. Par ailleurs, les ratios de soutenabilité des finances publiques devraient se situer autour des seuils suivants : entre 15 et 20% pour le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations de biens et services, et 30% pour le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes budgétaires.

Le document de stratégie d'endettement du Bénin pour l'année 2023 dans ses lignes a présenté l'analyse de viabilité de la dette. En tenant compte du portefeuille de la dette extérieure de 2022, de la nouvelle politique d'endettement public et des perspectives de développement du pays, le profil futur des indicateurs de viabilité de la dette et de soutenabilité est satisfaisant. Ainsi, les résultats du scénario de référence et les tests de résilience montrent que les trois ratios de viabilité (VAN/PIB, VAN/Exportations, VAN/Recettes fiscales) seront sur toute la période respectée. Ce qui signifie que le Bénin n'a pas de problème de viabilité à moyen terme de sa dette publique extérieure. Toutefois, en l'absence de réformes structurelles le ratio Valeur Actualisée Nette (VAN) de la dette/exportations pourrait dépasser le seuil de 150%. Cela témoigne de la vulnérabilité de notre pays par rapport aux chocs extérieurs. C'est pourquoi les autorités nationales doivent poursuivre les réformes structurelles afin d'affermir la croissance

économique, d'accroître les exportations, d'attirer les Investissements Directs Etrangers (IDE) et de contenir le déficit budgétaire dans des proportions raisonnables.

Pour les pays de l'UEMOA, les principaux critères permettant d'apprécier la soutenabilité de la dette publique sont ceux de convergence relative au taux d'endettement public qui ne doit pas dépasser 70 % du PIB. L'endettement public du Bénin, ces deux dernières décennies, est en deçà de ce seuil (du fait de l'IPPTE et de l'IADM). Par exemple, l'encours de la dette publique en fin d'année 2022 est de 54,05% du PIB. Donc, selon le critère de convergence de l'UEMOA, la dette publique du Bénin est soutenable.

3. Les déterminants de l'endettement public

La littérature suggère que l'endettement des pays est souvent associé à des déséquilibres économiques, et trois motifs principaux peuvent expliquer pourquoi un pays choisit de s'endetter :

- Financer un Haut Niveau d'Investissement : Certains pays peuvent s'endetter pour mobiliser des ressources financières afin de soutenir des projets d'investissement significatifs. Cela peut inclure des infrastructures, des projets de développement économique ou d'autres initiatives visant à stimuler la croissance à long terme.
- Lisser les Fluctuations de la Consommation en cas de Baisse du Revenu : L'endettement peut également être utilisé comme un mécanisme pour lisser les fluctuations de la consommation, notamment en période de baisse du revenu. En empruntant, un pays peut maintenir un niveau de dépenses plus stable, ce qui peut être particulièrement important pour atténuer les effets des chocs économiques.
- Échapper à un Ajustement Face aux Déséquilibres Intérieurs ou Extérieurs : L'endettement peut également être motivé par la volonté d'éviter des ajustements économiques difficiles en cas de déséquilibres intérieurs ou extérieurs. Plutôt que de mettre en œuvre des politiques d'ajustement immédiates, certains pays peuvent choisir de s'endetter pour maintenir la stabilité économique à court terme.

Ces motifs reflètent la complexité des décisions liées à l'endettement des pays, et la littérature explore comment ces différentes motivations peuvent influencer les choix de politique économique et les conséquences qui en résultent. Ainsi, sommes amené à voir la dynamique de la dette et ses déterminants et les développements empiriques sur les déterminants de l'endettement public.

3.1. La dynamique de la dette et ses déterminants

L'endettement a progressé en raison principalement des déficits et des versements d'intérêt qu'ils ont provoqués. Le déficit public et la dette tendent par ailleurs à s'alimenter : la charge d'intérêt associée à la dette augmente le déficit ; et le financement du déficit par l'emprunt augmente l'encours de la dette, ce qui conduit en retour à une nouvelle progression des charges d'intérêt...

La contrainte budgétaire du gouvernement, qui dit que la variation de la dette publique est égale au déficit de l'année en cours, nous permettra d'analyser les facteurs déterminants de l'évolution du ratio dette/PIB :

$B_t - B_{t-1} = rB_{t-1} + G_t - T_t$ (a) avec B l'encours de la dette ; r le taux d'intérêt ; G les dépenses gouvernementales et T les recettes.

En divisant les membres de l'équation par Y représentant le PIB, on a :

$$\frac{B_t}{Y_t} = (1 + r) \frac{B_{t-1}}{Y_t} + \frac{G_t - T_t}{Y_t} \Leftrightarrow \frac{B_t}{Y_t} = (1 + r) \left(\frac{Y_{t-1}}{Y_t} \right) \left(\frac{B_{t-1}}{Y_{t-1}} \right) + \frac{G_t - T_t}{Y_t} \quad (b)$$

Soit g le taux de croissance du PIB, donc Y_{t-1}/Y_t vaut $1/(1+g)$. Par une approximation, l'équation

$$\frac{B_t}{Y_t} = (1 + r - g) \left(\frac{B_{t-1}}{Y_{t-1}} \right) + \frac{G_t - T_t}{Y_t} \Leftrightarrow \frac{B_t}{Y_t} - \frac{B_{t-1}}{Y_{t-1}} = (r - g) \left(\frac{B_{t-1}}{Y_{t-1}} \right) + \frac{G_t - T_t}{Y_t} \quad (c)$$

(b) devient La variation du ratio Dette sur PIB est la somme de deux termes. Le premier est la différence entre le taux d'intérêt et le taux de croissance multiplié par le montant initial du ratio, le deuxième est le ratio du déficit primaire au PIB. Il ressort que les déterminants de l'évolution du ratio Dette sur PIB sont : le taux d'intérêt, le taux de croissance de l'économie, le ratio initial de la Dette sur PIB et le ratio du déficit primaire au PIB. Ainsi, la hausse du ratio de la dette sera d'autant plus important que :

- le taux d'intérêt sera plus élevé ;
- le taux de croissance de l'économie sera plus faible ;
- le ratio initial de la dette sera plus élevé ; et
- le ratio du déficit primaire au PIB sera plus élevé.

En conclusion, une dynamique explosive de la dette est probable lorsque le taux d'endettement public est élevé.

3.2. Les développements empiriques sur les déterminants de l'endettement public

Dans la théorie de l'endettement, plusieurs économistes ont travaillé sur la relation entre l'endettement public et la croissance économique ; certains économistes comme Sachs (1988) et Krugman (1995) pensent que l'emprunt extérieur a un effet positif sur la croissance jusqu'à un certain seuil ; au-delà de ce seuil, son effet devient négatif. Ce seuil est estimé à environ 50 % du PIB pour la valeur nominale de la dette extérieure et à 20-25 % du PIB pour le niveau estimé de sa valeur actuelle nette (VAN). Ainsi avant ce seuil, les emprunts supplémentaires accroissent la probabilité de remboursement de la dette ; au-delà de ce seuil, les chances que les créanciers soient remboursés diminuent. En revanche, Cohen (1996) montre empiriquement que la dette (ainsi que le nombre de rééchelonnements) a pesé sur la croissance dans les pays en développement. Par contre, Barro (1979) examine le rôle de la croissance économique dans la gestion de la dette, ses travaux suggèrent que la croissance économique peut influencer la viabilité de la dette gouvernementale. Les résultats empiriques de Jarju et Njie (2023), et El-Qasemy et Omari Alaoui (2021), travaillant sur la Gambie et le Maroc, corroborent cette étude de Barro. Cependant, ce résultat général n'est pas obtenu pour tous les pays de l'échantillon, notamment en ce qui concerne les pays africains. Les effets de l'endettement sur la croissance varient d'un pays à l'autre, comme en témoigne l'impact différent constaté dans les cas cités. Au Bénin, l'impact semble non significatif, indiquant que l'endettement n'a pas exercé une pression majeure sur la croissance économique. Cette observation est similaire pour des pays tels que le Kenya, l'île Maurice, le Rwanda, l'Afrique du Sud, le Zaïre, le Zimbabwe et le Mali. Dans deux cas, le Ghana et la Tanzanie, l'impact de la dette semble même être positif sur la croissance économique. Cela suggère que, dans ces pays, l'endettement a pu être utilisé de manière productive, contribuant ainsi à stimuler la croissance plutôt que de constituer un obstacle. Il est important de noter que l'effet de l'endettement sur la croissance dépend de divers facteurs, tels que la manière dont les fonds sont utilisés, la qualité des politiques économiques, et la capacité du pays à gérer sa dette. Une gestion prudente de l'endettement et une utilisation judicieuse des fonds empruntés sont des éléments cruciaux pour minimiser les risques et maximiser les avantages de l'endettement public. Krugman (1988), Sachs (1989), Froot (1989) et de Calvo (1989) ont notamment démontré empiriquement que l'accumulation de la dette et son service constituaient une taxe sur la production future et décourageaient l'investissement par l'effet d'éviction. Eichengreen et de Portes (1986) se sont intéressés à l'identification des déterminants du stock de la dette d'une trentaine de pays à un moment donné (1955) de leur économie. L'endettement excessif et le défaut de paiement tendent en effet à réduire le taux de croissance

réel et la crédibilité de l'État. Aussi, Claessens (1990), Warner (1992) et surtout Borensztein (1990) ont identifié, par des modèles économétriques, le service de la dette comme un déterminant qui influençait négativement l'endettement extérieur ; Jarju et Njie (2023), et El-Qasemy et Omari Alaoui (2021) sont parvenus au même résultat respectivement sur la Gambie et le Maroc. Il conclut dans une étude économétrique des données de la dette des Philippines, que l'encours et le ratio service de la dette/exportations ont globalement un effet inverse sur la formation du capital privé et sont des incitatifs à l'endettement du pays. Ojo (1989), au travers d'une approche économétrique, montre que le rapport de l'encours de la dette/PIB d'une trentaine de pays africains durant la période de 1976 à 1984 est déterminé par la variation des exportations, le rapport des importations/PIB, le taux croissance de la population et au taux de croissance du PIB. Les résultats statistiques lui permettent de conclure que le rapport de l'encours de la dette/PIB est lié négativement à la variation des exportations, au taux de croissance du PIB et positivement au rapport des importations /PIB, et à la croissance de la population. Yapó (2002), dans son étude sur les déterminants de l'endettement extérieur de la Côte d'Ivoire durant la période 1975-1999, trouve les mêmes résultats, sauf pour le rapport importations /PIB qui n'est pas significatif. En outre, il montre que l'encours de la dette de la Côte d'Ivoire est influencé positivement par la détérioration des termes de l'échange et trouve que le déficit primaire n'est pas significatif. Les résultats de l'étude de Diallo (2002) sur Sénégal corroborent ceux de Yapó (2002). En effet, Diallo (2002) a étudié l'impact de l'endettement extérieur sur la croissance économique du Sénégal sur la période 1970 – 1999 qui couvre les principales crises d'endettement et les différentes réformes macroéconomiques adoptées dans l'économie par l'estimation successivement du modèle sur les déterminants de la dette puis celui de l'impact de la dette sur la croissance du PIB. Les résultats de l'étude montrent que les importations de biens et services, le service de la dette et la détérioration des termes de l'échange expliquent le niveau d'endettement du pays. Par contre, Traoré (2005), dans son étude sur les déterminants de l'endettement extérieur public du Mali sur la période de 1980 à 2004, trouve que l'importation par rapport au PIB a une corrélation positive avec l'endettement de la mali mais est non significative.

Aussi, Coulibaly *et al.* (2001) dans une étude réalisée sur l'endettement du Mali ont montré que les indicateurs statistiques tels que le taux d'intérêt, le financement des importations, surtout de biens de consommation courante, et le processus cumulatif de l'endettement ont un effet positif sur le niveau d'endettement du Mali.

La revue de littérature sur les facteurs influençant le niveau d'endettement des pays pauvres a fourni une interprétation riche et variée de ces déterminants, selon les travaux des économistes. Cette analyse permet de contextualiser le sujet et d'affiner le modèle économétrique utilisé pour l'analyse et l'interprétation des données présentées dans la partie méthodologie de ce mémoire. La compréhension des facteurs qui influencent le niveau d'endettement est essentielle pour éclairer la gestion de la dette publique. La revue de littérature offre des perspectives sur les déterminants multiples et complexes qui peuvent contribuer à l'augmentation ou à la réduction de la dette dans les pays en développement. Ces facteurs comprennent souvent des éléments économiques, politiques, institutionnels et externes. Par conséquent, l'analyse de l'évolution de la dette publique au Bénin s'inscrit dans ce cadre théorique pour mieux comprendre les dynamiques spécifiques qui ont façonné le profil d'endettement du pays. La méthodologie économétrique utilisée dans ce mémoire est structurée pour aborder ces facteurs de manière empirique, fournissant ainsi des insights pertinents pour la prise de décision en matière de politique économique et de gestion de la dette.

4. Cadre méthodologique et résultats

4.1. La démarche méthodologique

4.1.1. Modèle de base

Le modèle de base utilisé est celui de Ojo (1989) qui utilise le ratio dette/PIB (β) comme variable dépendante expliquée par la variation des exportations(X), la variation des importations/PIB (M), la population (Pop) et au taux de croissance du PIB (Y). Le modèle se présente comme suit :

$$(\beta)_{it} = a_0 + a_1 * X_{it} + a_2 * M_{it} + a_3 * \log(Pop)_{it} + a_4 * Y_{it} + \mu_{it}$$

Ce modèle de base subira quelques modifications pour tenir compte de l'environnement économique du Bénin afin d'obtenir un modèle empirique.

4.1.2. Spécification du modèle empirique

Le modèle de Ojo (1989) ne prend pas en compte plusieurs variables pouvant servir à bien étayer la spécificité de l'endettement du Bénin.

Nous choisissons l'encours de la dette sur le PIB (Detpib) comme variable expliquée. Supposons (X) les variables explicatives pour la variable dépendante Detpib. L'équation empirique se présente comme suit : **Detpib** = $f(X, \mu)$, avec μ le terme d'erreurs.

Le choix des variables du modèle prend en compte les réalités politiques, économiques et financières du pays. Aussi convient-il de souligner que la transformation logarithmique de certaines variables répond à un double souci. D'abord, il s'agit d'éviter les problèmes liés aux effets de grandeur, ensuite, de faciliter les interprétations avec les élasticités entre les variables explicatives (Doucouré, 2008). Dans cette optique, le modèle fonctionnel adopté est le suivant :

$$L\text{Detpib}_t = \alpha_0 + \alpha_1 T\text{crois}_t + \alpha_2 L\text{SdX}_t + \alpha_3 L\text{Ouv}_t + \alpha_4 L\text{Txch}_t + \alpha_5 F\text{cap}_t + \alpha_6 L\text{Xpib}_t + \alpha_7 S\text{urdt}_t + \alpha_8 L\text{Mpib}_t + \alpha_9 L\text{Pop}_t + \mu_t$$

Detpib représente la variable dépendante, exprimant le ratio de l'encours de la dette à la fin de la période au PIB. Ce ratio montre en fait la capacité d'un État à rembourser sa dette en fonction des ressources qu'il peut mobiliser.

Dans cette équation, les variables explicatives sélectionnées sont :

Tcrois : le taux de croissance détermine l'évolution quantitative du développement économique en terme réel. Le signe attendu est négatif.

SdX : dans cette analyse, si le ratio augmente, cela a un effet positif sur la variable dépendante, donc le signe attendu est positif..

Ouv : qui représente le degré d'ouverture commerciale (le ratio de la somme des exportations et importations sur le produit intérieur brut en volume), un ratio plus élevé indique que le pays acquiert plus de devises pour faciliter le remboursement des charges de la dette, donc le signe attendu est négatif.

Txch : le taux de change US \$ par rapport au F CFA, la variation de ce taux a un effet positif sur le niveau de la dette, donc le signe attendu est positif.

Fcap : fuite des capitaux = DT + IDE - (BC+ RES). Elle est calculée par un indicateur de fuite des capitaux élaboré par Banque Mondiale. Avec DT la variation de l'encours de la dette, [IDE] l'investissement direct étranger, BC le solde de la balance courante et RES la variation des réserves. Le signe attendu pour cet indicateur doit être positif.

Xpib : le taux d'exportation des biens et services du pays en pourcentage du PIB. Le signe attendu est négatif.

Surdt : désigne le surendettement ou l'accumulation de la dette. Le surendettement survient lorsque la dette dépasse un certain niveau au-delà duquel on peut estimer que le débiteur aurait intérêt à ne pas rembourser. Le signe attendu est positif.

M les importations ; X les exportations ; Pib le Produit Intérieur Brut ; RDTexp le ratio dette sur exportations et Txpib le taux de croissance du Pib.

MPIB : les importations de biens et services rapportées au PIB, reflètent le ratio des importations par rapport à la capacité de création de revenu de l'économie dans son ensemble. Le signe attendu est positif.

Pop : taux de croissance démographique. Le signe attendu est positif.

4.1.3. Sources des données

Les données annuelles utilisées dans cette étude proviennent d'institutions internationales telles que le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale, d'organisations régionales comme l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), ainsi que d'institutions nationales telles que l'Institut National de Statistique et d'Analyse Économique (INSAE) et la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA). Ces données couvrent une période de 1984 à 2022, englobant ainsi 39 observations dans la série chronologique. Nous avons utilisé un modèle à correction d'erreur (MCE). Mais avant de présenter le MCE, d'autres tests sont indispensables et préalables au MCE dont l'estimation nécessite au préalable des tests de diagnostic tels que la stationnarité des variables et des résidus, leur ordre d'intégration et test de cointégration. Les tests de validation du modèle suivront enfin. La méthode d'estimation que nous avons utilisée est la méthode des Moindre Carrés Ordinaires (MCO). L'estimation du modèle et tous les tests sont faits avec le logiciel Eviews 6.

Le test de racine unitaire de Dickey Fuller augmenté (ADF) permet de déterminer le degré de stationnarité (ordre d'intégration) et de tester la significativité du coefficient de la force de rappel à l'équilibre. Le test de Johansen est utilisé pour l'étude de la cointégration.

4.2. Présentation des résultats et Interprétations

4.2.1. Test de racine unitaire

Pour des raisons de concision et en raison du nombre important de tests réalisés, le tableau ci-dessus récapitule les résultats des tests de racine unitaire appliqués au niveau. À cet effet, NR désigne Nombre de retard ; I(0) et I(1) signifient respectivement stationnaire à niveau et stationnaire en différence première. Les probabilités sont comparées au seuil de 5%.

Tableau n°2 : Résultats des tests de racine unité de Dickey et Fuller Amélioré (ADF)

Variables	Niveau				Différence première				Conclusion
	Probabilité	trend	Constante	NR	Probabilité	trend	Constante	NR	
LDetpib	0,4740	non	oui	9	0,0001	Oui	Non	9	I(1)
LMpib	0,2761	non	oui	9	0,0000	Non	Non	9	I(1)
LOuv	0,0513	oui	non	9	0,0000	Non	Non	9	I(1)
LTxch	0,8625	non	non	9	0,0000	Non	Non	9	I(1)
Fcap	0,0001	non	non	9					I(0)
LSdX	0,0130	non	non	9					I(0)
LPop	0,5996	oui	oui	9	0,0148	non	Non	9	I(1)
LXpib	0,7003	oui	oui	9	0,0000	non	Non	9	I(1)
Tcrois	0,0004	non	non	9					I(0)
Surdt	0,4612	non	oui	9	0,0000	non	Non	9	I(1)

Source : Résultats de nos estimations sur Eviews 6

Le tableau n°2 montre que les variables sont intégrées de différents ordres ; ainsi, les variables Fcap, LSdpib et Txpib sont intégrées d'ordre zéro (0) et les autres variables sont toutes intégrées

d'ordre un (1). Nous pouvons procéder à la construction du Modèle à Correction d'Erreur (MCE) déduit de la relation de long terme après avoir effectué le test de cointégration. L'existence d'au plus six (6) relations de cointégration est fournie par le test de cointégration de Johansen au seuil de 5%. Nous sommes alors amenés à estimer un MCE.

4.2.2. Estimation du Modèle à Correction d'Erreur (MCE)

Nous avons estimé le MCE en deux étapes :

4.2.2.1. Modèle de long terme

Le modèle à estimer est le suivant :

$$L\text{Detpib}_t = \alpha_0 + \alpha_1 T\text{crois}_t + \alpha_2 L\text{SdX}_t + \alpha_3 L\text{Ouv}_t + \alpha_4 L\text{Txch}_t + \alpha_5 F\text{cap}_t + \alpha_6 L\text{Xpib}_t + \alpha_7 S\text{urdt}_t + \alpha_8 L\text{Mpib}_t + \alpha_9 L\text{Pop}_t + \mu_t$$

Les résultats des estimations sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau n°3 : Résultats des estimations du modèle de long terme

Variables	Coefficient	t-Statistic	Prob.	Variables	Coefficient	t-Statistic	Prob.
C	12,7206	5,007225	0,00000	LOG(Mpib)	1,178475	3,077987	0,0045
Tcrois	-7,527891	-2,087927	0,04570	LOG(Txch)	0,17114	0,83252	0,4119
LOG(SdX)	0,36892	3,961798	0,00040	LOG(Xpib)	0,815847	2,197779	0,0361
LOG(Ouv)	-1,802249	-3,941464	0,00050	Surdt	-0,02528	-2,090225	0,0455
LOG(Pop)	3,59826	4,771377	0,00000	Fcap	0,00048	1,710622	0,0978
	R-squared	0,891198	Prob(F-statistic)	0,00000	Durbin-Watson stat		1,49186

Source : Résultats de nos estimations sur Eviews 6

4.2.2.2. Le modèle de court terme

Le modèle à estimer est le suivant :

$$D(L\text{Detpib}_t) = \lambda_0 + \lambda_1 D(T\text{crois}_t) + \lambda_2 D(L\text{SdX}_t) + \lambda_3 D(L\text{Ouv}_t) + \lambda_4 D(L\text{Txch}_t) + \lambda_5 D(F\text{cap}_t) + \lambda_6 D(L\text{Xpib}_t) + \lambda_7 D(S\text{urdt}_t) + \lambda_8 D(L\text{Mpib}_t) + \lambda_9 D(L\text{Pop}_t) + \lambda_{10} R_{t-1} + \eta_t$$

Avec D l'opérateur de différence première défini par $D(X_t) = X_t - X_{t-1}$; R les résidus récupérés de la régression du modèle de long terme et λ_{10} le coefficient de correction d'erreur, il doit être significativement négatif.

Les résultats des estimations sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau n° 4 : Résultats des estimations du modèle de court terme

Variables	Coefficient	t-Statistic	Prob.	Variables	Coefficient	t-Statistic	Prob.
C	0,009245	0,243229	0,8097	D(LOG(Txch))	-0,170910	-0,67539	0,5052
D(Tcrois)	-2,384625	-0,93255	0,3593	D(LOG(Xpib))	0,078989	0,266940	0,7915
D(LOG(SdX))	0,257953	3,163214	0,0038	D(Surdt)	-0,010137	-1,15437	0,2585
D(LOG(Ouv))	-0,885398	-2,28700	0,0303	D(Fcap)	0,000517	2,897625	0,0074
D(LOG(Pop))	2,528439	2,043991	0,0500	R(-1)	-0,498470	-2,70305	0,0117
D(LOG(Mpib))	0,554449	1,601080	0,1210				
	R-squared	0,498837	Prob(F-statistic)	0,019953	Durbin-Watson stat		1,62485

Source : Résultats de nos estimations sur Eviews 6

4.2.3. Validation du modèle de long terme

On observe que le coefficient de détermination est approximativement égal à 0,4988 (voir Tableau n°4), indiquant que seulement 49,88% des variations de la dette en pourcentage du PIB sont expliquées à court terme par les variables incluses dans le modèle. Le test d'adéquation d'ensemble de Fisher indique que le modèle est globalement significatif à court terme, car la statistique de Fisher (Prob (F-statistic) = 0,02) est inférieure à 5%. Le test de qualité individuelle des variables, évalué par la statistique t-student, montre que les variables LSdpib, LOuv, LPop et Fcap sont significatives au seuil de 5% et les autres variables ne sont pas statistiquement significatives.

Le coefficient de correction d'erreur est significativement négatif ($\lambda_{10} = -0,49847$ et Prob. = $0,0117 < 5\%$ (seuil du test)), ce qui confirme l'existence d'un mécanisme à correction d'erreur. Le modèle à correction est donc valable.

4.2.4. Interprétations des résultats

Les interprétations des résultats porteront beaucoup plus sur les résultats du modèle de long terme et le coefficient de correction d'erreur du modèle de court terme.

Les estimations montrent l'existence des relations supposées entre la dette et les variables macroéconomiques en question. Des résultats des estimations et à la lumière des théories économiques, nous donnons des interprétations suivantes :

✓ Le taux de croissance du PIB (Tcrois)

Le taux de croissance du PIB est lié négativement à l'endettement avec un coefficient de -7,5278 (significatif au seuil de 5%). Donc, si le taux de croissance du PIB augmente de 100%, le ratio encours de la dette sur PIB diminue de 7,5278%. Un taux de croissance économique assez élevé réduit les opportunités d'endettement. Nous en concluons que les performances macro-économiques ont tendance à limiter les contraintes liées aux besoins en capitaux. Ce résultat est conforme aux résultats de Ojo (1989) et Léonce Yapo (2002). Donc, l'endettement du pays semble décourager les investissements privés (effet du surendettement). Pottillo et al. (2002) soutiennent l'idée que le taux de croissance serait affecté par un faible niveau d'investissement et un remboursement limité.

✓ Le service de la dette par rapport aux exportations (SdX)

Le service de la dette par rapport aux exportations (SdX), influence significativement et positivement l'endettement public au Bénin au seuil de 1%. En effet, l'existence de la relation positive signifie que plus le service de la dette relativement aux exportations est important, plus le pays a tendance à s'endetter davantage. À long terme, une augmentation de dix pour cent (10%) du ratio entraîne une augmentation de 3,689% de la dette par rapport au produit intérieur brut. Ainsi, pour réduire le niveau d'endettement, il n'y a que deux façons de le faire : soit en augmentant le produit intérieur du pays, soit en allégeant le service de la dette. Ce résultat est confirmé par Artus et Morin (1991) dans l'équation de la dette avec la contrainte budgétaire de l'État. Sur le plan empirique, Yapo (2002) trouve des résultats similaires pour la Côte d'Ivoire. L'allègement du service de la dette représente une variable stratégique et incontournable dans les politiques nationales de désendettement.

✓ L'ouverture commerciale (Ouv)

L'ouverture commerciale influence significativement l'endettement public au Bénin. En effet, il existe une relation négative qui signifie que plus le pays est ouvert, moins le pays a tendance à s'endetter. Lorsque l'ouverture commerciale augmente de 1%, la dette par rapport au produit

intérieur brut subit une diminution de 1,8%, toutes choses égales par ailleurs. Le résultat confirme celui de Marc Raffinot et Baptiste Venet (2001).

L'ouverture permet au pays d'accroître ses réserves en devise, ce qui doit permettre d'honorer les obligations du service de la dette publique, en particulier l'endettement extérieur. Le pays évitera ainsi l'accumulation des arriérés qui peut occasionner un discrédit sur sa solvabilité.

✓ **Le taux de croissance démographique (Pop)**

La croissance démographique a un impact positif et significatif sur l'endettement. Lorsque le taux de croissance de la population augmente de 1 %, la dette par rapport au produit intérieur brut subit un accroissement de 3,598 %, toutes choses égales par ailleurs. Les études de Yapo (2002) pour la Côte d'Ivoire confirment le résultat pour cette variable. En effet, la croissance démographique représente une variable importante des motifs d'endettement. La pression démographique tend à encourager l'endettement, le taux de croissance démographique réduisant en effet la richesse de la nation (PIB par tête). Les charges sectorielles de l'État en matière d'éducation, de santé et de formation deviennent de plus en plus importantes. L'État est alors amené à contracter des prêts sectoriels pour renforcer ses capacités financières à investir dans ces secteurs, face à une population de plus en plus jeune et exigeante.

✓ **Les importations de biens et services par rapport au PIB (Mpib)**

Les importations de biens et services ont un impact positif et significatif sur l'endettement public du Bénin. Son coefficient est de 1,1784, ce qui signifie qu'une augmentation des importations d'un pourcent (1%), la dette par rapport au produit intérieur brut subit un accroissement de 1,1784%, toutes choses égales par ailleurs. Les résultats obtenus pour cette variable confirment les conclusions des travaux de Ojo (1989) dans le contexte des pays d'Afrique sub-saharienne. En revanche, l'étude menée par Léonce Yapo (2002) pour la Côte d'Ivoire aboutit à une relation négative, caractérisée par un coefficient significatif.

En effet, les importations détériorent la balance commerciale avec une diminution importante du ratio réserves/importations. Le revenu national devrait s'en trouver diminué par le jeu de l'effet multiplicateur du commerce extérieur, ce qui entraîne une augmentation de l'endettement extérieur pour le financement des importations.

✓ **Le taux de change du dollar US par rapport au franc CFA**

Il est corrélé positivement à l'endettement public à Bénin. Le taux change est un élément qui contribue à l'aggravation de l'endettement public du Bénin mais n'est pas statistiquement significatif au seuil du test (5%). N'diaye (1993) pour le cas du Sénégal et Hugon et al. (1995) trouvent que le taux de change a un impact positif et significatif sur l'endettement. Ce résultat peut être attribué à la coopération monétaire avec la France, accentuée en 1994 par la dévaluation de la monnaie de 50% de sa valeur par rapport au Franc français (FF). Graphiquement, les effets de ces changements de parité sont observables dans l'évolution de l'indicateur de la dette.

✓ **Les exportations de biens et services par rapport au PIB (Xpib)**

Le résultat de cette variable est surprenant car elle contribue à l'aggravation du niveau d'endettement. Nous estimons que ceci est dû à la dégradation des termes de l'échange tendant à amplifier le processus d'endettement. En effet, l'économie du Bénin est tributaire des recettes d'exportation des produits de base, notamment du coton. Les fluctuations des cours internationaux ont été telles que les termes de l'échange se sont détériorés et ont immédiatement conduit à un fléchissement des recettes en devises (recettes d'exportation), dégradant ainsi la situation financière et économique du pays. Les résultats de notre étude pour cette variable sont contraires à ceux de Ojo (1989).

✓ **L'effet du surendettement (Surdtt)**

On trouve une relation négative avec un coefficient de -0,02528. Cela se comprend car le pays n'a pas accumulé d'arriérés de paiement de dette depuis la mise en place du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) et a obtenu divers allègements et annulations de dettes. Aussi, la courbe d'endettement de ces dix dernières années tend à baisser. Traoré (2005), dans le cas du Mali, trouve une corrélation positive entre l'endettement et l'effet du surendettement. Mais cet effet n'est pas significatif.

✓ **La fuite des capitaux (Fcap)**

Cette variable a un effet positif sur l'endettement du Bénin, mais ne semble pas pertinent pour expliquer l'endettement du Bénin avec un coefficient de 0,00048 et une probabilité de 0,0978 supérieure au seuil du test (5%). La fuite des capitaux n'est pas un motif d'endettement du Bénin. Les résultats de Traoré (2005) pour le Mali confirment notre résultat.

✓ **L'interprétation des résultats du court terme.**

Des résultats du modèle de court terme, on observe que seules les variables Sdpib (Service de la dette par rapport aux exportations), Ouv (Ouverture commerciale), Pop (Taux de croissance démographique) et Fcap (Fuite des capitaux) sont significatives au seuil du test (5%).

Ainsi donc, pour réduire l'endettement du Bénin dans le court terme, il faut l'allègement du service de la dette, la mise en œuvre de politiques publiques pour plus d'ouverture commerciale et une maîtrise de la croissance démographique.

Le coefficient λ_{10} est le coefficient de correction d'erreur, il représente la vitesse à laquelle tout déséquilibre entre les niveaux désiré et effectif de l'encours de la dette est résorbé dans l'année qui suit tout choc. Il doit être significativement négatif ; dans le cas contraire, il convient de rejeter une spécification de type MCE. En effet, le mécanisme de correction d'erreur (rattrapage qui permet de tendre vers la relation de long terme) irait alors en sens contraire et s'éloignerait de la cible de long terme (Doucouré, 2008).

$\lambda_{10} = -0,49847$ implique qu'on arrive à ajuster 49,847% du déséquilibre entre les niveaux désiré et effectif de l'encours de la dette par rapport au PIB. 49,847% des effets d'un choc intervenu une année donnée sont résorbés dans l'année qui suit tout choc. Ainsi, les chocs sur l'endettement public au Bénin se corrigent à 49,847% par l'effet de « feed back ». En d'autres termes, un choc constaté au cours d'une année est entièrement résorbé au bout de deux années environ :

$$\frac{1}{\lambda_{10}} = \frac{1}{0,49847} \text{Années} = 2,0061 \text{Années}$$

L'analyse et l'interprétation des résultats montrent à l'évidence comme il en est sorti des estimations que l'augmentation de l'endettement public au Bénin est due principalement à l'accroissement des importations, la pression démographique et le poids du service de la dette. Par contre, la croissance du PIB et l'ouverture commerciale contribuent à la réduction du niveau d'endettement du pays.

Ces observations nous amènent à la formulation de quelques suggestions pour un endettement compatible avec les objectifs de développement. Il s'agira de mettre l'accent sur les cadres d'actions et stratégies, à savoir la maîtrise de la croissance démographique, l'amélioration de la compétitivité de l'économie béninoise, le cadre adéquat pour stimuler la croissance économique, l'allègement du service de la dette et la maîtrise des dépenses en direction de biens importés.

5. Conclusion

L'objectif principal de cette étude est d'identifier les facteurs déterminants du niveau de la dette publique au Bénin. Les décennies précédentes les années 80 ont été marquées par le succès d'expériences nationales de croissance basées sur une stratégie d'ouverture sur l'extérieur, combinant la promotion des exportations au recours au financement externe. Cependant, la crise de la dette a remis en question ces stratégies, la dette excessive devenant un obstacle majeur à la croissance économique et au développement dans de nombreux pays en développement tout au long des années 80.

Cette recherche a effectué une revue approfondie des questions liées à l'endettement, en mettant particulièrement l'accent sur les facteurs explicatifs du niveau de la dette publique. L'analyse de la viabilité de la dette du Bénin, basée sur le Cadre de Viabilité de la Dette (CVD), révèle que les indicateurs de la dette extérieure du Bénin sont dans la zone orange, indiquant une préoccupation.

L'analyse empirique des déterminants de l'endettement public au Bénin, effectuée au moyen d'un modèle à correction d'erreur, dégage plusieurs conclusions significatives. Tout d'abord, des variables telles que le service de la dette par rapport aux exportations, les importations par rapport au PIB et la pression démographique s'avèrent pertinentes pour expliquer le niveau d'endettement, avec un impact positif sur la dette publique à long terme. Parallèlement, des variables comme l'ouverture commerciale et le taux de croissance du PIB sont également pertinentes dans l'explication du niveau d'endettement, mais elles exercent un impact négatif sur la dette publique à long terme. À court terme, le service de la dette par rapport aux exportations, la fuite des capitaux et la croissance démographique contribuent à augmenter le taux d'endettement du Bénin, tandis que l'ouverture commerciale a un effet positif en l'améliorant. En somme, l'estimation économétrique a permis de valider que le principal déterminant de l'endettement public au Bénin est la croissance démographique.

L'analyse des résultats a permis de formuler des recommandations sur les cadres d'actions et stratégies, à savoir l'amélioration de la compétitivité de l'économie béninoise, le cadre adéquat pour stimuler la croissance économique, l'allègement du service de la dette, la maîtrise de la croissance démographique et la maîtrise des dépenses en direction de biens importés.

Références :

- (1). **AJAYI, I.** (1996) « An Analysis of External Debt and Capital Flight in the Severely Indebted Low Income Countries in Sub-Saharan Africa », in External Financing for Low-Income Countries, Zubair Iqbal et Ravi Kanbur (éds) (Washington: FMI).
- (2). **ALISENA A. ET DRAZEN A.** (1991), «Why are stabilizations delayed», American Economic Review, Vol.82, décembre.
- (3). **ALISENA A. ET TABELLINI G.** (1989), «External debt, capital flight and political risk», Journal of International Economics, Vol.27, novembre.
- (4). **ARTHUS P.** (1997), « Rigueur budgétaire, crédibilité des politiques budgétaires et comportements de consommation », Revue économique, vol. 48, n° 3 mai.
- (5). **BARRO R.** (1974), «The Ricardian Approach to Budget Deficits », The Journal of Economic Perspectives, vol. 3, pp 37-54.
- (6). **BARRO R.** (1979), « Determination of public debt », Journal of Political Economy, Vol. 87, n° pp 940 – 971.
- (7). **BENIN/MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES** (2012), « Document de stratégie d'endettement public pour l'année 2023 », Octobre 2022.
- (8). **BESANCENOT D. et al.** (2003), « Dette publique du risque d'insoutenabilité au risque d'illiquidité », Revue économique n°4 vol. 54.

- (9). **BLANCHARD O. J.** (1985), « Debt, Deficit and Finite Horizon », *Journal of Political Economy*, Vol. 93, pp 223 – 247.
- (10). **BLANCHARD O. J., COHEN D.**, (2012), *Macroéconomie*, 5^{ème} édition, PEFC
- (11). **BOURBONNAIS, R.** (1998), *Econométrie*, Paris.
- (12). **CAOTTARELLI C.** (2012), « Perspectives budgétaires et risques pour la viabilité budgétaire à long terme » ; Banque de France, *Revue de la stabilité financière* N° 16, PP 16-29, Avril
- (13). **CAVALIER B.**, (1999), *Politique budgétaire et coordination des politiques de financement*, Panthéon Assas
- (14). **CHAMBAS G. et al.** (1995), « Déficit public et épargne privée dans les pays africains de la zone franc », *Canadian Journal of Development Studies*, vol. XVI, n° 2, pp. 261-276.
- (15). **DOUCOURE F. B.** (2008), « Méthodes économétriques : cours et travaux pratiques », Editions ARIMA, Janvier
- (16). **DUFRENOT G. et al.** (2007), « Politique budgétaire et dette dans les pays de l'UEMOA », *Economica*.
- (17). **EL-QASEMY M. et OMARI ALAOUI L. Z.** (2021). « Les moteurs de l'endettement extérieur public du Maroc : investigation empirique 1998-2019 ». *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(3), 1-22. <https://doi.org/10.5281/zenodo.4787451>
- (18). **FEVE et HENIN** (1998), « Une évaluation économétrique de la soutenabilité de la dette extérieure des pays en développement » *Revue économique*, n° 49 ; pages 75-86.
- (19). **FMI** (2006), « Allègements de dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) », septembre, (<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/hipcf.htm>).
- (20). **FMI** (2013), *Country report* N° 13/9, Avril
- (21). **GBAGUIDI T.** (2002) « Finances publiques et croissance au Bénin », *Mémoire DEA – PTCI*, Université de Cocody/Abidjan, Juillet.
- (22). **GÜRBÜZ B., RAFFINOT M.** (2001) « Dette publique et investissements privés : Le cas de la Turquie ». *Economie Internationale* n°86, 2^{ème} trimestre. CEPII
- (23). **JARJU S. et NJIE M.** (2023) « The determinants of public debt in the Gambia: Estimates using the autoregressive redistributed lag (ARDL) bound cointegration technique ». *Journal of Economics and International Finance*, Vol. 15(2), pp. 46-55, April-June
- (24). **KRUGMAN P.** (1988) « Financing vs forgiving a debt overhang: Some analytical notes ». *Journal of development economic*, Vol.29 Nov. Washington.
- (25). **LAWIN K. G.** « Analyse des déterminants de l'endettement extérieur public des pays à faible revenu : cas du Bénin », *Mémoire IREEP*, 1^{ère} Promotion.
- (26). **MANKIW G.** (1999), « *Macroéconomie* », De Boeck.
- (27). **N'DIAYE L.** (1993), « Modélisation de l'endettement du Sénégal », CERAf, Aout
- (28). **N'GOUAN K. P.** (2005) « Financement budgétaire et croissance économique en Côte d'Ivoire », Thèse.
- (29). **OJO K.O.** (1989) « Debt capacity model of Sub Saharan African : Economic Issues and Perspectives ». *Development Policy Review*, vol 7. Washington.
- (30). **PATTILLO, C. et al.** (2002), « External Debt and Growth », *IMF Working-Paper* n°02/69.
- (31). **RAFFINOT M.** (1991), « Dette extérieure et ajustement structurel » *Universités francophones*, EDICEF/AUPELF, Paris

- (32). **RAFFINOT M.** (1998), « Soutenabilité de la dette extérieure. De la théorie aux modèles d'évaluation pour les pays à faible revenu », Document de travail du DIAL, n°1.
- (33). **SACHS J.** (1988), « The Debt overhang of Developing Countries » Cambridge, Washington.
- (34). **SARR F.** (2005), « La soutenabilité de la politique budgétaire dans la zone Uemoa : essai d'évaluation théorique et empirique », Laboratoire d'Economie d'Orléans, Janvier.
- (35). **SEMEDO G.** (2001), «Economie des finances publiques », Paris, Ellipses
- (36). **SHIRAKAWA M.** (2012), «Soutenabilité de la dette publique : conditions préalables à la stabilité du système financier et des prix», Banque de France, Revue de la stabilité financière N° 16, PP 189-202, Avril.
- (37). **STIGLITZ J.** (2002), « La grande désillusion », Paris, Fayard
- (38). **TRAORE S.** (2005), «L'analyse des déterminants de l'endettement extérieur public des pays en développement : le cas du Mali», Mémoire DEA – PTCI, Université de Ouagadougou, Juin
- (39). **YAPO L.** (2002) «Les déterminants de l'endettement extérieur des PPTE: Cas de la Cote d'Ivoire », World Intitute for Development Economics Research, Discution Papers N° 14, janvier, 29 p.